



MINUSCA

VERBATIM DE LA CONFERENCE DE PRESSE DU SECRETAIRE GENERAL ADJOINT DES NATIONS UNIES AUX OPERATIONS DE PAIX, JEAN PIERRE LACROIX

Bangui, le 28 février 2022

Bonjour à tous, bon après-midi. Je viens de quasiment terminer une visite de plusieurs jours en République centrafricaine. J'étais très content de revenir en République centrafricaine, un pays que j'ai déjà visité à plusieurs reprises, revoir les autorités, la société civile, les collègues de la MINUSCA bien sûr, et de faire une visite de terrain. Je vais essayer de passer rapidement les différentes constatations, à la suite de cette visite, mais je voudrai commencer par remercier les autorités centrafricaines de leur accueil, de leur soutien aussi, évidemment remercier les collègues de la MINUSCA de leur appui tout au long de cette visite.

Je reviendrai sur la partie antérieure à mon arrivée, parce qu'elle est aussi pertinente, au regard de la République centrafricaine, parce que j'étais à Kinshasa pour le sommet du mécanisme de suivi de l'accord d'Addis, donc un sommet qui porte sur la coopération régionale. Mais pour commencer par le commencement, c'est le sens de la visite en République centrafricaine et en plus nous étions à Bria, on a été très bien accueillis par les autorités locales, par le préfet. J'avais aussi l'honneur d'être accompagné par le ministre d'Etat durant cette visite. Il y a sur place une bonne coopération entre les autorités locales et la MINUSCA. Nous avons rencontré la population, les représentants de toutes les communautés, la société civile, les jeunes, les femmes, les commerçants, les taxis-motos, en fait je dirai tous ceux qui font vivre la société à Bria. Ils nous ont tous exprimé leur reconnaissance, pour ce qu'ils ont caractérisé comme l'amélioration de leur situation, de la situation notamment en matière de sécurité à Bria ils nous ont exprimé leur reconnaissance à l'égard du travail qui est fait par la MINUSCA sur place. Je dois dire que c'est encourageant et réconfortant, je rends hommage à nos collègues évidemment à qui tout le crédit revient.

Mais je dois dire aussi que comme d'habitude en fait quand on va sur le terrain et qu'on écoute les populations dans un dialogue très franc et très ouvert, ils nous disent quasiment toujours la même chose c'est-à-dire, « merci pour ce que vous faites, merci pour la protection, le soutien, le soutien à l'aide humanitaire, les efforts, les projets », et souvent on me dit, « Mais soyez plus présents, on attend de vous que vous soyez encore plus présents ». C'est ça ce qu'on entend sur le terrain. Je pense que c'est un défi pour nous, parce que ça nous oblige à faire davantage encore, mais c'est aussi, je dois dire réconfortant d'entendre ces messages positifs et de gratitude dans un contexte où comme vous savez il y a aussi beaucoup de messages parfois très négatifs à l'égard de la MINUSCA, qui sont parfois même des calomnies qui circulent un peu partout et parfois dans les réseaux sociaux. Nous avons évidemment beaucoup de lucidité sur ce qui peut conduire à ces genres de messages. Je n'exclus pas évidemment une part de frustration parce que, quand les

populations sur place nous disent « Faites plus », ça peut se prolonger par des expressions de frustration. Nous sommes aussi lucides quand même sur le fait qu'il y a bien d'autres raisons pour ces messages négatifs et qui vont parfois jusqu'à la calomnie.

Mais encore une fois, quand on est sur le terrain, quand on va sur le terrain, on entend avant tout des expressions de reconnaissance et un appel que nous faisons plus, sachant que donc à Bria, il y a cette particularité qui, je pense que ce n'est pas propre à Bria, mais qui cette bonne collaboration avec les autorités locales, au fait, qu'on peut travailler ensemble. Donc j'ai visité des projets de soutien aux communautés, notamment pour le retour aux activités productrices, aux activités économiques. Nous avons inauguré un projet de soutien au retour, au renforcement de la présence de l'Etat, parce que la MINUSCA travaille beaucoup pour renforcer la présence de l'Etat, qui est un objectif extrêmement important, et nous avons aussi, évidemment discuté de la situation non seulement dans Bria et ses environs, où on nous dit que ça va mieux, mais aussi dans le reste de la préfecture de la Haute-Kotto. Là aussi je pense que ce sont des choses qui peuvent être transposées à d'autres régions où, par contre, il y a beaucoup de préoccupations sur la violence.

Le sentiment que je retiens c'est que des groupes armés ont pu s'éloigner de certains de ces centres urbains, mais ils se sont un peu fragmentés, donc ils se sont éparpillés dans les zones plus rurales et plus reculées, ce qui pose des problèmes d'accès humanitaire, ce qui pose des problèmes d'accès de la MINUSCA dans des contextes où nous ne sommes pas encore au bout du renforcement des capacités de la MINUSCA. On a même des déficits, par exemple à Bria, parce qu'on nous avons dû aussi détourner une partie des capacités qui existent sur d'autres zones pour combler des gaps, des déficits momentanés. Mais ça sera dû par ces difficultés d'accès, ce qu'on nous présente comme une situation où la violence, non seulement perdure, mais se renforce dans les zones plus reculées, avec des exactions, des violations des Droits de l'Homme, qui viennent d'un peu partout, d'ailleurs de tous les acteurs de sécurité présents sur le terrain. Ça nous préoccupe évidemment.

, Comme vous le savez, la MINUSCA a un mandat donné par le Conseil de sécurité pour recueillir des informations et faire rapport sur les allégations de violation des Droits de l'Homme. Sachant que pour poursuivre sur cette question préoccupante des violations des Droits de l'Homme, c'est aux autorités centrafricaines évidemment qui revient d'engager des poursuites, pour que les auteurs de ces violations, lorsqu'ils sont déclarés coupables, pour qu'ils puissent rendre compte de leurs actes. Donc il y a cette préoccupation, et je dirai le tableau général qui en ressort est un tableau contrasté où il y a des zones de progrès, et en même temps encore beaucoup de préoccupations, notamment sur des zones d'accès plus difficile où il y a eu cette espèce d'éparpillement des groupes, de fragmentation. Encore une fois, je ne peux pas complètement généraliser, je sais que la situation est évidemment variable selon les régions. Voilà un peu ce que nous avons entendu à Bria.

Je reviens maintenant sur la période précédant ma visite à Bria puisque j'étais donc à Kinshasa, représenter les Nations Unies pour ce sommet important centré sur la coopération régionale, où d'ailleurs son excellence le Président Touadéra était également présent, simplement pour dire que, nous avons entendu de la part de nombreux Chefs d'Etat présents à Kinshasa, une expression de

soutien très fort à ces efforts régionaux, notamment les efforts régionaux faits dans le cadre de la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs, dans le cadre de la CEEAC, le soutien de l'Union africaine, nos propres soutiens évidemment à ces efforts, la Feuille de route, l'engagement du Rwanda, de l'Angola maintenant. Et le sentiment est que ces efforts, d'ailleurs très importants, doivent sur poursuivre, qu'ils sont partie indispensable des efforts de paix en République centrafricaine, d'autant que, une solution durable aux défis que rencontre la République centrafricaine sera nécessairement une solution régionale, parce que la République centrafricaine a besoin de la bonne entente avec ses voisins, à un niveau de concertation, de coopération et d'engagement très fort, d'où l'importance de poursuivre aussi les commissions mixtes avec les différents voisins de la République centrafricaine.

Bien sûr, au cours de cette visite où j'ai eu l'honneur d'être reçu tout à l'heure par son excellence le Président Touadéra, nous avons été également reçus par le Premier ministre, les membres du gouvernement, le cadre d'organisation du dialogue politique. Tout à l'heure, nous avons eu une réunion avec l'ensemble des participants, qui était extrêmement constructive, donc ces discussions ont donc porté notamment à la fois le processus du dialogue politique que nous soutenons totalement, qui va franchir de nouvelles étapes prochainement. La MINUSCA soutient ce processus qui est extrêmement important, nous formons le vœu que ce dialogue soit le plus inclusif possible, le plus transparent possible avec tous les représentants des forces politiques, de l'opposition, bien sûr la majorité présidentielle, la société civile, les partenaires. Et j'ajoute que la MINUSCA apporte une contribution financière à l'organisation du dialogue politique et nous en sommes fiers, parce que nous pensons que cette phase de dialogue est particulièrement importante pour restaurer la confiance, pour tracer le cap des efforts politiques à venir dans un climat apaisé en République centrafricaine, d'autant plus que la perspective des élections régionales évidemment se rapproche, et que ces élections seront importantes l'expression démocratique des Centrafricains et le renforcement du processus démocratique.

Enfin, tous ces efforts et tous ces processus étant liés les uns les autres, la question de l'APPR a été aussi évoquée dans les discussions. Le sentiment est que l'APPR reste un cadre très important, un cadre de dialogue que tous les groupes qui se prêtent au dialogue, et que les efforts régionaux, la feuille de route, l'APPR sont complémentaires et doivent se renforcer mutuellement et naturellement, mais aussi nous soutenons totalement ces processus.

Avant de terminer, je voulais aussi indiquer que cette visite intervient dans un contexte particulier puisque, dans quelques semaines, le Représentant spécial, mon ami Mankeur Ndiaye, va quitter ses fonctions et c'était l'occasion pour moi de lui rendre un hommage très appuyé, au nom du Secrétaire général des Nations Unies, au nom de nous tous, de lui dire merci pour le travail très professionnel, très engagé, très courageux, qu'il a fait durant ces trois ans dans des contextes qui ont toujours été très difficiles, d'autant plus difficile qu'en plus des défis sécuritaires, tous les défis rencontrés par la Mission, il y a eu le Covid-19 qui a encore compliqué les choses. Mais malgré tout cela, la Mission a pu continuer son travail, puis continuer à servir les populations, les aider dans toute la mesure de nos moyens, la Mission a tenu et cela doit beaucoup à l'engagement et au professionnalisme de Mankeur Ndiaye. Donc, je souhaite le remercier et puis dire que, comme

hier, comme aujourd'hui, demain, la MINUSCA sera en de très bonnes mains, avec la nouvelle Représentante spéciale, l'ambassadrice Valentine Rugwabiza qui va prendre ses fonctions dans quelques semaines, et qui apportera une très grande expérience, une très grande expertise, une très bonne connaissance des problématiques de la République centrafricaine mais aussi des Nations Unies.

Merci.

Crispin Emmanuel Dambassa Kette (Division de la communication de la MINUSCA)

Se référant à votre visite de terrain à Bria, comment renforcer le partenariat entre la MINUSCA et les communautés locales et comment le maintien de la paix des Nations Unies peut-il créer un espace afin que les besoins et les priorités des populations locales puissent s'exprimer ? Je vous remercie.

Jonas Bissinguim (ACAP)

Pourquoi le choix de Bria par rapport aux autres zones de la République centrafricaine ? Merci.

Loïc Gotto (Radio Guira FM)

Comme vous l'avez dit, pourquoi la situation en RCA nécessite-t-elle une approche régionale ? Merci.

Secrétaire général adjoint des Nations Unies - Je commencerai par la question sur le renforcement des partenariats avec les communautés. D'abord l'action de la MINUSCA, elle se dirige à titre principal vers la population et donc vers les communautés, et il est essentiel d'avoir les liens les plus forts possibles avec elles, dans toutes leur composante, et je pense que, plus le travail se fait, plus il est efficace, mieux il est reçu. Et aussi, le fait d'engager les communautés qui représentent souvent des groupes différents, parfois qui se sont affrontés, avec des intérêts qui ne sont pas toujours les mêmes, ça permet de rebâtir la confiance souvent autour d'objectifs communs. Et les objectifs communs c'est de restaurer une cohabitation pacifique, c'est d'orienter tout un chacun vers des activités de production, qui bénéficient à leurs familles, qui leur permettent de vivre décemment, qui leur permettent de vivre sans crainte.

Les préoccupations de la population, ce sont essentiellement celle-ci, plus le rejet de l'impunité, parce que toujours, elles nous disent, il faut que ceux qui sont coupables d'atrocités, des violations des Droits de l'Homme rendent des comptes. C'est aussi pour ça que j'évoquais tout à l'heure les questions des violations des Droits de l'Homme, des exactions, parce que cette attente, encore une fois des populations, est encore très, très forte. Elle vient toujours très, très vite quand on leur demande « qu'est-ce qu'elles attendent de nous » une fois qu'on a parlé de la sécurité, de l'aide humanitaire, tout de suite c'est le refus de l'impunité. C'est la raison pour laquelle il est important d'avoir cette mobilisation commune, pour faire en sorte que toutes les allégations soient bien documentées, que tous les efforts faits sans aucune obstruction, sans aucun obstacle pour aller voir vraiment ce qui s'est passé, et qui a pu en être responsable et ensuite que chacun prenne sa responsabilité et notamment les institutions judiciaires centrafricaines qui sont les premières

responsables de faire en sorte qu'il y aura pas d'impunité, violant pas le cycle. La MINUSCA soutient justement le renforcement des institutions judiciaires.

Bria ? Eh bien parce qu'il y avait peu de temps pour faire une visite de terrain et Bria est une zone où je m'y étais déjà rendu mais il y a un certain temps déjà, donc il a fallu faire un choix, donc c'est une raison assez simple au fond, mais j'étais très content d'y aller parce que ce que j'ai observé c'est très instructif aussi.

Maintenant la question de Guira FM, l'approche régionale. C'est parce que la République centrafricaine, d'ailleurs son nom l'indique, pardon de ce pléonasme, mais elle est au centre du continent et entourée de partenaires, avec des frontières qui sont très, très poreuses et puis des communautés aussi de part et d'autre des frontières sont souvent très proches, avec des mouvements notamment dans des périodes de transhumance, avec aussi des mouvements qui peuvent porter préjudices à la sécurité, notamment lorsque les armes rentrent, toutes les ressources naturelles sont exploiter illégalement au lieu de profiter à la population centrafricaine sortent sans qu'il y ait les bénéfices auxquels les populations pourraient légitimement prétendre. Et pour toutes ces raisons, l'approche régionale est indispensable, c'est-à-dire que tous les états de la région convergent vers les mêmes objectifs, qui seraient de faire en sorte que rien ne puisse d'eux, qui menace la sécurité de la République centrafricaine, mais au contraire tous s'engagent à lutter dans le même sens, c'est-à-dire pour renforcer la sécurité en RCA et aussi dans les pays voisins.

C'est d'ailleurs la même problématique quand on parlait à Kinshasa de la région des Grands Lacs, où il a été question des mêmes phénomènes : frontières poreuses, des groupes qui passent d'un endroit à l'autre, l'importation, l'exploitation illégales des ressources naturelles, trafics d'armes et aussi la menace du terrorisme qui est en train de se développer dans beaucoup de zones en Afrique et qui nécessite aussi une approche régionale, parce que les Etats doivent coopérer pour mieux connaître ce phénomène et savoir d'où viennent les armes, les équipements, les personnes, l'argent, etc. Voilà ce que je peux dire sur ce sujet, mais je constate dessus qu'il y a eu des chefs d'états qui étaient rassemblés à Kinshasa et étaient d'accord, ce qui est encourageant.

Georges Ouapur Zeze (Le Tambourin)

J'aimerais rebondir sur le point que peut-être le Secrétaire général adjoint n'a pas abordé avec nous, c'est la question des troupes additionnelles qui devront venir en la République centrafricaine. Vu que dans certaines localités à l'intérieur du pays, il fait mention qu'il n'y a jamais eu des localités qui n'ont pas été contrôlées par la MINUSCA, ce qui nécessiterait effectivement l'apport d'une troupe additionnelle. Alors, qu'en est-il de la venue ou de l'effectivité de ces troupes ?

En ce qui concerne les violations des droits de l'Homme, vous avez été à Bria et certainement vous serez un peu en mesure de nous parler de cette situation dans les autres localités, parce qu'il y a eu des rapports de l'ONU. Alors d'une manière d'une manière un peu générale, qu'est-ce que vous pouvez nous dire des violations des droits de l'homme en RCA ?

Dorcas Kouagnon (Réseau des Journalistes pour les Droits de l'Homme)

Bria a été une localité marquée par la violence et les tueries. Les services de monitoring de l'ONU ont été empêchés de faire leur travail. Est-ce que cela a été déjà rattrapé ? Merci.

Secrétaire général adjoint des Nations Unies - Merci beaucoup. Sur la question du Tambourin, nous sommes en train de mener à bien les dernières phases pour renforcer les capacités de la MINUSCA, pour mettre complètement en œuvre la décision qui a été prise par le Conseil de sécurité, de renforcer les effectifs de la MINUSCA. Même si ce n'est pas qu'une question de renforcement des effectifs c'est aussi une question d'évolution des méthodes, nous sommes déjà pas mal avancés. Il y a ce qu'on appelle les unités de réaction rapide qui ont été déjà déployées, il y en a d'autres qui vont l'être très, très prochainement au courant du mois de mars, puis en juin, des unités de police aussi qui vont venir avant l'automne. Alors, ça a pris plus de temps pour deux raisons. Parce que d'abord, le Covid-19 a créé beaucoup d'obstacles supplémentaires dans les chaînes de transport, l'acheminement des matériels, ce sont des matériels très lourds, avec des conteneurs, avec des transports maritimes, en plus il faut aussi passer le Cameroun, et comme vous la savez, les chaînes d'approvisionnement étaient très, très, très compromises par les conséquences de Covid-19, ensuite la reprise dans certains pays qui s'est manifestée par beaucoup de tensions.

La deuxième raison c'est ce que nous souhaitons quand nous renforçons les effectifs de la MINUSCA, faire en sorte qu'il y ait un équilibre géographique, et donc nous tourner vers les pays suffisamment divers pour préserver justement cet équilibre. Ce qui fait qu'on ne se tourne pas toujours sur les pays qui pourraient nous fournir immédiatement le plus vite les capacités, même si nous tournons aussi vers ces pays, mais pas seulement, et ça occasionne parfois des retards, parce qu'on se rend compte ensuite que tel pays qui nous a dit qu'il était en mesure de fournir telle unité, en fait, il n'a pas tout le matériel, les matériels ne sont pas prêts, etc. Mais ce processus est quand même bien avancé, et j'ai bon espoir vraiment que dans les tous prochains mois nous aurons la capacité d'avoir plus de troupes dans les localités, justement comme Bria, qui a dû être dégarnie, à cause des besoins dans d'autres zones. J'ajoute que parallèlement à ces changements, ce renforcement des capacités, il y a des questions aussi d'amélioration des méthodes. Alors d'abord, les engins explosifs improvisés est une menace de plus en plus sérieuse d'abord pour la population, mais aussi pour les collègues, pour les autorités, pour tout le monde, pour les FACA, pour les forces de police, et là-dessus, nous sommes en train de nous équiper avec des unités qui sont spécialisées, mais aussi des experts, qui vont avec des matériels adéquats, la formation adéquate pour faire ce travail. C'est une combinaison de plusieurs dimensions, humaines, techniques, etc. L'autre chose, c'est la mobilité, nous travaillons pour renforcer la mobilité dans les contextes où, avec les problèmes des routes ce n'est pas très facile, mais nous voulons avoir aussi plus d'hélicoptères, ça fait un temps qu'on le dit.

La troisième chose, c'est aussi de travailler pour améliorer encore l'intégration, c'est-à-dire faire en sorte que les intégrations se fassent avec à la fois les militaires, mais aussi des policiers, les civils, les humanitaires pour qu'on ait une sorte de paquet à offrir à des populations menacées ou en difficulté. Pour les violations des droits de l'homme, encore une fois, quand on parle à des populations, elles sont préoccupées, pour ce qui concerne Bria, ils nous disent que notamment dans le reste de la préfecture, il y'a encore beaucoup d'exactions. Les violations parfois très graves et

encore une fois, tout le monde est un peu mis en cause, nous avons ledit mandat de faire de rapport, le Conseil de sécurité nous a demandé explicitement de collecter des informations sur ces violations, sur ces allégations, de faire rapport, c'est ce que nous faisons. Nous le faisons d'une manière aussi équitable que possible, c'est-à-dire que nous disons ce que nous voyons de manière équitable en sachant que les responsabilités sont largement partagées et que c'est un effort global qui est nécessaire. Je le disais tout à l'heure, d'abord renforcer la sécurité dans la mesure de nos moyens, évidemment nous souhaitons le faire avec les forces centrafricaines mais aussi faire en sorte qu'il y'ait davantage de collecte d'information et ensuite de réaction sur le plan de procédures judiciaires, pour que les gens rendent responsables de ces violations et ceux qui les aspirent rendent des comptes. Les obstacles à la MINUSCA, c'est vrai il y'en a eu absolument y compris dans la préfecture de Haute-Kotto, on en parlé. C'est d'ailleurs des situations sur lesquelles aussi nous faisons rapport aux Etats membres au Conseil de sécurité qui est très vigilant aux conditions dans lesquelles nous travaillons, qui regarde ça de très près.

Il y'a eu quelques améliorations ces derniers temps dans la préfecture de Haute-Kotto en ce sens que les collègues ont pu avoir accès à des zones où ils n'ont pas pu avoir accès auparavant. Mais le problème c'est ce que lorsqu'il y'a des populations protégées, lorsqu'il y'a des allégations de violations des droits de l'homme, il faut avoir accès le plus rapidement possible, pour éviter et réagir très vite de préférence éviter que ces choses se produisent et ensuite réagir très vite. C'est la raison aussi pour laquelle au-delà de tous les efforts dont je vous parle, nous avons développés notre capacité, pour renforcer notre capacité à avoir des renseignements sur ces situations, à collecter des informations par des citoyens, par tous ceux qui peuvent nous aider à réagir. Mais il faut évidemment faire des efforts pour que la MINUSCA ne soit pas entravée par ce qu'à la fin ça nuit à la population. Ça empêche des collègues de faire leur travail pour sauver des vies.

Bamako Askin (Le Démocrate)

Monsieur le Secrétaire général adjoint, vous avez évoqué ici plusieurs fois le sujet concernant la justice. Quand on parle de justice dans ce pays, on a comme l'impression que c'est une justice à double canon, c'est une justice qui est orientée, c'est même une justice qui n'existe plus du tout. Le cas Hassan Bouba en dit long et même récemment lorsque des présumés criminels ont été libérés et ils se sont retrouvés à Obo. La population s'est soulevée et malheureusement a protesté contre la MINUSCA, alors que la MINUSCA n'a rien à voir. C'est dire qu'il y'a la soif de justice, mais cette justice est comme suspendue. Quand vous évoquez le sujet avec les autorités, vous en tant que partenaire, qu'est-ce qu'elles vous disent ?

Gabrielle Ropo Bringha (Le Langage)

La première question porte sur l'inclusivité du dialogue républicain. Est-ce que la MINUSCA veille à ce que la CPC soit incluse à ce dialogue ?

Ensuite pour les élections locales, va-t-elle continuer les efforts qu'elle avait fait lors des élections groupées ? Je voudrais parler des élections présidentielle et législatives. Est-ce que la MINUSCA va poursuivre cet effort ? Il y'a des régions dans lesquelles la présence de la MINUSCA est quasi inexistante, puisqu'il s'agit des élections locales, est-ce que la MINUSCA va faire des efforts dans ce sens ?

Fernand Koena (Radio Ndeke Luka)

Monsieur le Secrétaire général adjoint, aujourd'hui les mines interdites par les résolutions de l'ONU sont utilisées dans le conflit en Centrafrique, notamment vers la partie nord et ouest de la Centrafrique, même les soldats de la paix aussi en paient les frais. Est-ce que cette situation vous inquiète ? Dans vos discussions au niveau de la RDC, est-ce que vous avez pris en compte cette dimension de manière à ce que les mines ne constituent pas aujourd'hui une menace de paix pour les civils, pour les soldats de la paix et même pour les FACA qui se trouvent dans ces régions que je viens de citer ?

Cynthia Nasangwa (Division de la communication de la MINUSCA)

Une des étapes de votre visite a été la rencontre avec l'unité de la police constituée égyptienne et rwandaise, je voudrais savoir si vous avez évoqué la question d'abus et exploitation sexuelle avec eux et qu'est-ce que vous leur avait dit pour renforcer l'engagement des Nations Unies avec la MINUSCA en ce qui concerne les violations et abus sexuels ?

Secrétaire général adjoint des Nations Unies - Merci beaucoup. Pour la question du Démocrate, il est clair qu'il ne peut pas avoir de paix durable sans justice. Encore une fois, comme je disais tout à l'heure, parce que les populations disent qu'ils ont soif de justice et ils attendent qu'il n'y ai pas l'impunité, que des responsables de violation des droits de l'homme soient traduits en justice et rendre compte de leurs actes. Ce qui veut dire que lorsqu'il y'a, d'une manière ou d'une autre, des atteintes au fonctionnement de la justice, vous avez fait allusion de la justice, clairement il y'a eu des dysfonctionnements et même ce qui a été perçu comme des atteintes, la population est frustrée, ça créé des frustrations, ça affaiblit la confiance, ça renforce la défiance et ça peut amener un regain de tension, parce que des populations qui sentent qu'il n'y a pas de justice peuvent ensuite dire « on n'a rien à perdre, poursuivre même intensifier nos combats à notre manière par la violence ».

Je le disais tout à l'heure, nous nous sommes depuis longtemps engagés dans beaucoup d'actions pour renforcer la justice centrafricaine, y compris d'ailleurs, la Cour Pénale Spéciale qui bénéficie d'ailleurs du soutien financier important de la MINUSCA. C'est ce que nous continuerons à faire, c'est un sujet que nous avons abordé avec nos partenaires centrafricains. Je crois qu'on a fait une bonne coopération sur ces dossiers, même des progrès, je parlais tout à l'heure, par exemple du projet que nous avons lancé à Bria, doter de matériels justement la police et tous ceux qui constituent la chaîne de justice - police, prison, incarcération. C'est des genres d'actions complémentaires aux actions de formation, aux soutiens financiers qui nous paraissent importants pour aider à ce renforcement indispensable de la justice, à ce renforcement indispensable de la lutte contre l'impunité.

En ce qui concerne le dialogue inclusif, mon appréciation générale c'est qu'il faut qu'il soit le plus inclusif possible, en tout cas inclusif à ceux qui soit prêts au dialogue. Parce que nous avons une approche aussi lucide, enfin nous pensons avoir une approche lucide, lorsque le refus du dialogue est caractérisé, il ne reste plus l'établissement de rapport de force pour faire revenir, ceux qui

refusent le dialogue à de meilleurs sentiments. Et j'ajoute que vous avez fait allusion aux groupes armés, donc il y'a le cadre de l'APPR qui est important dans ce contexte, parce que c'est ce cadre qui définit les termes d'un dialogue avec les groupes armés et aussi les perspectives de dialogue avec notamment des étapes qui sont comme le désarmement, qui sont DDR, qui sont des étapes fondamentales pour laquelle d'ailleurs nous sommes prêts à apporter davantage de soutien. Etant entendu qu'aussi sur le terrain, on entend beaucoup des collègues, qu'il y a des attentes de la part d'anciens combattants de DDR, de retour à la vie civile. La seule chose qui est important c'est qu'il y'a une volonté des anciens combattants pour le désarmement, il faut que ça se fasse dans un cadre qui permette que les anciens combattants reviennent réellement à la vie civile, et non pas retournent d'une manière ou d'une autre aux activités de combat, vont dans des nouveaux groupes comme supplétifs, comme malheureusement on entend parfois ou encore bien sûr que les armes soient véritablement détruites. D'ailleurs quand j'étais à Bria, nous avons visité le projet réduction de violence communautaire, il y'a eu une sorte de feu de joie, des armes ont été détruites et évidemment dans ce cas-là, c'est toujours comme on dit, c'est ça de moins qui ne menacera plus les populations.

Les mines et des engins explosifs improvisés, c'est très préoccupant, pas seulement d'ailleurs en RCA, mais dans d'autres situations où on n'a pas l'habitude d'être confronté à ce genre de menace. Par exemple, en République Démocratique de Congo, derrière l'utilisation d'engins explosifs improvisés et de mines, il y'a en filagramme le spectre des activités terroristes. L'un mène à l'autre, l'un s'accompagne de l'autre. Je crois que la RCA doit être aussi vigilante parce que cette menace existe en Afrique dans beaucoup de zones en Afrique. Alors, nous faisons beaucoup d'efforts pour répondre à cette menace, je parlais tout à l'heure de renforcement de nos capacités avec l'apport d'unités spécialisées dans la lutte contre des engins explosifs improvisés et des mines. Deuxièmement, au niveau du système des Nations Unies, il y'a une étude stratégique et mécanique qui a été menée avec pour cible particulière les trois grandes missions que sont celle du Mali, celle de la RCA et celle du Congo pour étudier et faire des recommandations sur des moyens de mieux contrer les engins explosifs improvisés. Et maintenant nous sommes à la phase de la mise en œuvre, d'ailleurs cette semaine parallèlement à ma visite, la directrice de service d'action pour les mines des Nations Unies, qui relève aussi de mon département, est présente en RCA, avec pour objectif justement de travailler à la mise en œuvre des mesures qui permettront de contrer le mieux possible cette menace. J'avoue qu'évidemment et nous travaillons au bénéfice des populations et au bénéfice de tous ceux qui sont menacés. Ce ne sont pas seulement nos collègues et les casques bleus, je rends évidemment hommage à nos collègues qui ont été tués ou blessés par les mines et je n'oublie pas les membres des FACA, de la police, des civils aussi qui sont mutilés à cause de ces engins criminels. J'ajoute aussi que ça contribue à rendre encore plus difficile la livraison d'aide humanitaire aux populations qui souffrent.

Enfin, la visite à nos collègues d'Egypte et du Rwanda, l'unité de police constituée d'Egypte et le bataillon du Rwanda. D'abord je voulais les remercier parce qu'ils sont ici présents dans la capitale, leur rôle pour contribuer à la stabilité dans la capitale est évidemment vital. Vous savez que nos collègues rwandais sont présents dans les résidences du Président, au palais présidentiel, près de l'aéroport, de multiples façons dans les points stratégiques, ils font un travail excellent.

D'ailleurs leur efficacité, leur bilan de conduite et discipline est absolument parfait, c'est ce que j'ai tenu à dire, et c'est le même chose pour nos collègues égyptiens qui, en plus, ont eu à souffrir d'un incident très, très regrettable que vous connaissez, qui a occasionné à la fois la mort tragiquement d'une jeune fille et des blessés parmi nos collègues, incident grave sur quel il faudrait là aussi qu'il y ait toute la lumière de fait. Nous souhaitons et nous avons fait à plusieurs reprises, cette requête auprès des autorités centrafricaines pour qu'un travail approfondi soit fait dans le domaine, mais il n'en reste pas moins que tant ce contingent égyptien de police que ce bataillon rwandais font un travail exceptionnel. Bien sûr, j'ai eu l'occasion de leur dire à quel point il est fondamental qu'ils maintiennent cette vigilance pour la conduite et la discipline et cette vigilance pour appliquer la politique de tolérance zéro en matière d'abus sexuels.

Je sais qu'il y'a eu des cas, des allégations graves qui nous ont conduit à prendre des décisions sur recommandation du Représentant spécial, une décision drastique pour rapatrier une unité dans sa totalité. Nous n'avions aucune hésitation, je le dis aujourd'hui comme hier, nous n'avions aucune hésitation sur le bienfondé de cette décision, je crois qu'elle a envoyé un signal. Mais nous avons aussi un certain nombre de mesures qui sont en cours, suite à plusieurs visites des collègues du siège, qui ont travaillé en coopération avec la mission, pour s'assurer que tout soit fait pour que les conditions empêchent ou minimisent, dans toute la mesure du possible, au risque que ces comportements inacceptables se produisent. Parce que, inutile de dire, les souffrances qu'elles causent aux victimes, qui sont intolérables, cela mine tout le bon travail qui est fait par nos collègues. Ça anéantit tout ce travail qui sauve et protège tant de vies, donc inutile de dire que là-dessus, ce niveau nous sommes extrêmement exigeants et vigilants et je sais que demain comme hier et avec la nouvelle Représentante spéciale du Secrétaire général, cela restera une priorité du plus haut niveau.